



STATUTS & RÈGLEMENT

IRP AUTO Prévoyance-Santé



STATUTS D'IRP AUTO Prévoyance-Santé

*Modifications statutaires approuvées par
la Commission paritaire extraordinaire du 14 juin 2018*

Article 1^{er} Constitution

Pour l'application des articles relatifs aux régimes de prévoyance institués par la Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile du 15 janvier 1981 modifiée, il a été créé une institution de prévoyance qui a pris initialement la dénomination d'Institution de Prévoyance des Salariés de l'Automobile, du Cycle et du Motocycle (IPSA) autorisée à fonctionner par un arrêté du 12 octobre 1984 du Ministre chargé de la Sécurité sociale.

Cette Institution dénommée IRP AUTO Prévoyance-Santé est régie par les dispositions du Titre III du Livre IX du Code de la Sécurité sociale.

La circonscription territoriale de l'Institution s'étend à tout le territoire métropolitain.

Article 2 Composition

L'Institution comprend des membres adhérents et des membres participants.

Les membres adhérents sont :

- les entreprises qui, en raison de la nature de leur activité principale, y adhèrent pour l'application de l'article 1-26 de la convention collective professionnelle précitée ;
- les entreprises ou organismes autres que ceux visés ci-dessus, sur décision individuelle de l'Institution dans les conditions suivantes :
 - l'entreprise ou l'organisme demandeur doit avoir une activité annexe ou apparentée aux services de l'automobile ;
 - l'entreprise ou l'organisme demandeur ne doit pas relever d'une convention collective imposant l'adhésion à tout autre organisme assureur ;
 - l'entreprise ou l'organisme demandeur doit déclarer qu'il applique à son personnel l'intégralité de la Convention collective Nationale des Services de l'Automobile, ce personnel bénéficiant par conséquent de l'ensemble des garanties obligatoires définies par ladite convention collective.

Les membres participants sont :

- les salariés du personnel des entreprises adhérentes à l'Institution et appartenant aux catégories professionnelles définies lors de l'adhésion ;
- les anciens salariés bénéficiaires du maintien de garanties obligatoires, aussi longtemps que les prestations sont en cours de service ;
- les anciens salariés et leurs ayants droit, pendant la durée du maintien individuel de garantie résultant d'une intervention du fonds social de l'Institution, ou bien par adhésion à titre individuel à des règlements particuliers.

Article 3 Objet

L'Institution a essentiellement pour objet d'assurer la couverture des risques dans le cadre défini par les dispositions conventionnelles relatives aux garanties collectives de prévoyance et de santé, et de proposer à ses membres des garanties supplémentaires de prévoyance et de santé.

L'Institution peut attribuer des aides financières exceptionnelles, éventuellement renouvelables au profit de participants et de leurs ayants droit se trouvant dans une situation digne d'intérêt, les dépenses d'aide sociale étant alimentées par une fraction des intérêts des fonds placés.

L'Institution peut accepter en réassurance les risques et engagements mentionnés aux a) et b) du second alinéa de l'article L. 931-1 du Code de la Sécurité sociale.

L'Institution peut souscrire tout contrat ou convention auprès d'une autre institution de prévoyance ou union d'institutions de prévoyance régie par le Code de la Sécurité sociale, d'une mutuelle régie par le Code de la mutualité ou d'une entreprise régie par le Code des assurances, dont l'objet est d'assurer au profit de ses membres participants la couverture des risques ou la constitution des avantages mentionnés au second alinéa de l'article L. 931-1 du Code de la Sécurité sociale. Dans ce cas, l'Institution n'est pas responsable de l'assurance des risques ou de la constitution des avantages relatifs à ces opérations.

L'Institution ne rémunère aucun intermédiaire en vue de l'acquisition de bulletins d'adhésion à ses règlements ou contrats.

L'Institution peut céder certains des risques qu'elle couvre ou des avantages qu'elle constitue à un ou plusieurs organismes pratiquant la réassurance, dans les conditions prévues par les présents statuts.

Article 4 Siège social - Durée

Le siège social de l'Institution est fixé à PARIS (16^{ème}) 39, avenue d'Iéna.

Il pourra être transféré, dans le même département ou dans un département limitrophe sur décision du conseil d'administration, sous réserve de ratification par la prochaine commission paritaire.

L'Institution est fondée pour une durée illimitée.



Article 5 Composition du conseil d'administration

L'Institution est administrée par un conseil de 30 membres comprenant pour moitié des représentants des membres adhérents et pour moitié des représentants des participants pris parmi ceux-ci.

Les 15 administrateurs représentant les adhérents sont désignés par les organisations syndicales d'employeurs représentatives, à raison de :
11 pour le CNPA ; 2 pour la FNA ; 2 pour l'ASAV.

Les 15 administrateurs représentant les participants sont désignés par les organisations syndicales confédérées de salariés représentatives sur le plan national, à raison de :

3 pour la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT ; 3 pour la Fédération de la Métallurgie CFTC ; 3 pour la Fédération de la Métallurgie CFE – CGC ; 3 pour la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT ; 3 pour la Fédération Confédérée FO de la Métallurgie.

Ne peuvent faire partie du conseil d'administration au titre du collège des adhérents, que des représentants nommément désignés par des membres adhérents définis à l'article 2, et au titre du collège des participants que des membres participants définis à l'article 2.

Les désignations des administrateurs sont notifiées à l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Article 6 Mandat des administrateurs

6-1 : Validité du mandat

Les administrateurs de l'Institution ne peuvent être salariés de celle-ci. Un ancien salarié de l'Institution ne peut être nommé administrateur de celle-ci pendant une durée de trois ans à compter de la rupture de son contrat de travail.

Une même personne ne peut appartenir simultanément à plus de quatre conseils d'administration d'institutions de prévoyance et d'unions d'institutions de prévoyance. Toute personne qui, lorsqu'elle accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec ces dispositions doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A l'expiration de ce délai, elle est réputée s'être démise de son nouveau mandat, sans que soit remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans et qui n'est pas en activité ne pourra être supérieur, dans chacun des deux collèges, au tiers des administrateurs en fonction. Lorsque cette limitation est dépassée, l'administrateur le plus âgé du collège considéré est réputé démissionnaire d'office.

Les administrateurs doivent attester qu'ils ne contreviennent pas aux dispositions de l'article L. 931-9 du Code de la Sécurité sociale et plus généralement à toute interdiction édictée par les textes en vigueur.

Les administrateurs doivent répondre aux exigences de compétences et d'honorabilité édictées par les textes en vigueur.

6-2 : Exercice du mandat - Formation

La durée du mandat d'administrateur est de 4 ans.

Après le dépôt de l'accord de branche quadriennal confirmant la composition du Conseil ou la modifiant, les organisations représentées font connaître à l'Institution les noms des administrateurs désignés pour la nouvelle mandature, dans le délai d'un mois précédant la commission paritaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.

Le mandat commence lors de l'installation du conseil d'administration, réuni à cet effet par le directeur général de l'Institution immédiatement après la tenue de la commission paritaire visée ci-dessus.

Les fonctions d'administrateur sont gratuites. Toutefois, les administrateurs ont droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour ainsi

que des pertes de salaires subies à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Les administrateurs sont tenus de faire connaître à l'Institution, dans le délai d'un mois, la perte de leur qualité de représentant d'un membre adhérent ou de leur qualité de membre participant.

Les administrateurs sont tenus de déclarer les mandats qu'ils exercent au sein du GPS dont est membre l'Institution.

Les administrateurs sont tenus de remettre à l'Institution un curriculum vitae comportant les renseignements prévus par les textes en vigueur pour les entités assurantielles.

Les administrateurs s'engagent à suivre les formations nécessaires au bon exercice de leur mandat.

L'Institution met à la disposition de tout nouvel administrateur une formation initiale, indépendamment de celle qui lui est faite par l'organisation d'employeurs ou de salariés qui le mandate, cette description est assurée au moyen d'une fiche de mandat validée par le conseil d'administration, précisant notamment les responsabilités assumées par les administrateurs.

L'Institution assure une formation technique et juridique continue pour chacun des administrateurs sur l'Institution et sur le GPS dont l'Institution est membre ainsi que sur son environnement économique et social.

6-3 : Secret professionnel – Devoir de discrétion

Les membres du conseil d'administration, des comités et des commissions sont soumis au secret professionnel dans les limites prévues pour les administrateurs des organismes de sécurité sociale. À ce titre, ils sont passibles de l'application de l'article L 226-13 du Code pénal.

Ils sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le président, le vice-président ou le directeur général.

Toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, des comités et des commissions est assujettie à la même obligation.

Les règles de confidentialité et de secret des délibérations des administrateurs s'exercent à l'égard de toute personne ou organisme autre que celui dont ils détiennent leur mandat.

6-4 : Fin du mandat

Le mandat d'administrateur prend fin à l'issue de la réunion de la commission paritaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat des administrateurs. La qualité d'administrateur du collègue des adhérents se perd par décès, démission, perte de la qualité de représentant d'une entreprise adhérente, atteinte de la limite d'âge, démission de l'organisation professionnelle représentée ou retrait du mandat confié par la dite organisation, perte du mandat consécutive à trois absences injustifiées dans l'année. La qualité d'administrateur du collègue des participants se perd par décès, démission, perte de la qualité de membre participant, atteinte de la limite d'âge, démission de l'organisation syndicale de salariés représentée ou retrait du mandat confié par ladite organisation, perte du mandat consécutive à trois absences injustifiées dans l'année.

L'administrateur sortant est remplacé, dans le délai d'un mois, par l'organisation qui l'avait désigné. Le nouvel administrateur termine le mandat en cours de l'administrateur sortant.

Article 7 Attributions du conseil d'administration

7-1. Responsabilités du conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour administrer l'Institution. A cet effet, il prend notamment toute décision afin que celle-ci soit en mesure de remplir les engagements pris envers ses membres adhérents et participants et qu'elle dispose au moins de la marge de solvabilité réglementaire.

Le Conseil exerce ses attributions conformément aux statuts et règlements de l'Institution, dans la limite de son objet social et sous réserve des attributions expressément attribuées à la commission paritaire par les textes en vigueur.

Dans le cadre général ainsi défini, le Conseil exerce notamment les attributions précisées aux paragraphes 7-2, 7-3 et 7-4 ci-après.

7-2 : Gestion de l'Institution

Pour la mise en œuvre des activités de l'Institution, le Conseil :

- détermine les orientations relatives aux activités de l'Institution telles que définies à l'article 3 des présents statuts, ainsi que les orientations et principes directeurs que celle-ci se propose de suivre en matière de placements et de réassurance ;
- arrête le budget, les comptes ainsi que le rapport de gestion ;
- fixe les dépenses de gestion ;
- établit à la clôture de chaque exercice un rapport de solvabilité tel que défini à l'article L. 931-13-1 du Code de la Sécurité sociale ;
- détermine les orientations de la politique d'action sociale et de développement de l'Institution ;
- peut attribuer des aides financières aux participants en difficulté, les dépenses d'aides sociales étant prélevées sur un fonds d'action sociale alimenté par une fraction des intérêts des fonds placés.

7-3. Mise en œuvre du régime professionnel de prévoyance

Pour la mise en œuvre du régime professionnel de prévoyance, le Conseil:

- suit l'application des dispositions des règlements de prévoyance pour tout ce qui concerne les droits et obligations des adhérents et des participants, et en particulier, des règles relatives aux adhésions des entreprises, aux cotisations, aux prestations ;
- choisit les moyens de gestion appropriés, dans le cadre précisé au paragraphe 7-2 ;
- s'assure du respect des normes de qualité de service attendue par les adhérents et par les participants ;
- formule auprès de la commission paritaire de l'Institution, toute proposition propre à garantir la solidité financière de cette dernière.

7-4 : Administration de l'Institution

Pour assurer le bon fonctionnement de l'Institution, le Conseil :

- constitue un bureau ;
- nomme en dehors de ses membres un directeur général, ou bien agrée le directeur général du groupe paritaire auquel appartient l'Institution, comme directeur général de l'Institution ;
- peut révoquer le directeur général qu'il avait nommé ; dans le cas où le directeur général du groupe paritaire auquel appartient l'Institution a été agrée comme directeur général de l'Institution, il peut lui retirer son agrément et/ou demander son licenciement ;
- nomme en dehors de ses membres un directeur général délégué pour répondre à l'exigence d'au moins deux dirigeants effectifs et peut le révoquer ;
- adopte le rapport annuel de gestion qui est présenté à la commission paritaire de l'Institution ;
- adopte chaque année un rapport sur l'activité de l'Institution mis à disposition des entreprises adhérentes et des participants ;
- approuve le rapport sur la solvabilité et la situation financière, le rapport régulier au contrôleur et le rapport sur l'ORSA ;
- valide les politiques écrites de gouvernance et couvrant au moins la gestion des risques, le contrôle interne, l'audit interne, l'externalisation, le reporting et la diffusion publique d'informations ;
- entend, au moins une fois par an et chaque fois qu'il est nécessaire, les personnes désignées aux fonctions clés édictées par les textes en vigueur ;
- autorise, dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, les cautions, avals et garanties qui seraient donnés par l'Institution ;
- établit les projets et rapports relatifs aux opérations de fusion ou de scission pour lesquelles l'Institution est concernée, conformément à l'article 17 des présents statuts.
- nomme en son sein, paritairement, des membres du comité d'audit des entités assurantielles ;
- nomme en son sein, paritairement, une commission financière dont au moins un membre présente des compétences en matière financière ou comptable ;

-
- nomme en son sein, paritairement, une commission sociale, qu'elle mandate pour l'attribution d'aides individuelles sur la base des orientations qu'il arrête ; cette commission rend compte annuellement au Conseil de l'exercice de son mandat ;
 - nomme en son sein, paritairement, une commission de recours gracieux pour examiner, à titre exceptionnel le rejet d'une demande d'attribution de capital de fin de carrière d'un participant de l'Institution, dans le cadre du règlement du capital de fin de carrière; cette commission fonctionne dans les conditions fixées par un règlement intérieur adopté par le Conseil ;
 - peut nommer en son sein, paritairement, une ou plusieurs autres commissions et/ou un comité des risques, ces commissions exerçant leur activité sous la responsabilité du Conseil qui ne peut leur déléguer les pouvoirs qui lui sont expressément dévolus par les textes en vigueur.

7-5. Relations avec la SGAPS

L'Institution est un organisme affilié de la SGAPS (Société de groupe assurantiel de protection sociale) du groupe IRP AUTO, qui est constituée dans le but notamment de gérer des liens de solidarité financière importants et durables entre ses affiliés.

Le conseil d'administration de l'Institution nomme des représentants au conseil d'administration et à l'assemblée générale de la SGAPS. Ceux-ci représentent IRP AUTO Prévoyance-Santé dans les instances de la SGAPS IRP AUTO Assurances et ne peuvent pas prendre, dans ce cadre, de position qui ne serait pas identique à celle préconisée par le conseil d'administration de l'Institution.

Le conseil d'administration de l'Institution adresse ou met à disposition de la SGAPS les documents nécessaires à l'exercice de son droit d'information et de son pouvoir de contrôle.

7-6 : Relations avec la commission paritaire de l'Institution

Le conseil d'administration :

- adresse aux membres de la commission paritaire ordinaire ou, selon le cas, met à leur disposition en temps utile les documents nécessaires et notamment ceux mentionnés aux articles A.931-3-13 et suivants du Code de la Sécurité sociale, pour leur permettre de se prononcer

en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion de l'Institution. A compter de la communication de ces documents, tout membre de la commission paritaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil est tenu de répondre au cours de la réunion de la commission paritaire ;

- adresse en outre à la commission paritaire tout document, étude et tableau de bord relatif au régime professionnel obligatoire et aux garanties supplémentaires de prévoyance permettant à la commission paritaire de suivre l'évolution du régime de prévoyance;
- met en œuvre les décisions prises par la commission paritaire ;
- rend compte à la commission paritaire des mises en œuvre d'émissions de titres participatifs ou subordonnés autorisées par celle-ci conformément à l'article 13 des présents statuts ;
- peut proposer toute modification, adjonction ou suppression du texte des statuts, du règlement général, ou du règlement du régime professionnel obligatoire (RPO) ;
- Le conseil d'administration est informé de tout projet de modification des statuts et règlements de l'Institution, de transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations, que l'Institution soit cédante ou cessionnaire, de fusion, de scission ou de dissolution de l'Institution.

7-7 : Relations avec les dirigeants de l'Institution

Le conseil d'administration est informé du montant et des conditions des prêts qui seraient accordés au cours de l'année aux dirigeants de l'Institution dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en vigueur et notamment de l'article R. 931-3-22 du Code de la Sécurité sociale.

Toute convention intervenant entre l'Institution, ou toute personne morale à laquelle elle aurait délégué tout ou partie de sa gestion, et l'un de ses dirigeants tels que définis à l'article R. 951-4-1 du Code de la Sécurité Sociale, doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration. Il en est de même des conventions auxquelles un dirigeant est indirectement intéressé ou dans lesquelles il traite avec l'Institution par personne interposée. Sont également soumises à autorisation préalable du conseil d'administration, les conventions qui seraient conclues entre

l'Institution et toute personne morale si l'un des dirigeants de l'Institution est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance de ladite personne morale. Toutefois, ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 8 Réunions et délibérations du conseil d'administration

Le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de l'Institution l'exige et au moins trois fois par an.

Le président ou, à défaut, le 1^{er} vice-président convoque le conseil d'administration et fixe l'ordre du jour de ses réunions. La convocation doit être adressée par lettre simple au moins 15 jours à l'avance.

Les administrateurs constituant le tiers du Conseil peuvent convoquer un conseil d'administration extraordinaire, par lettre recommandée adressée au moins 10 jours à l'avance et indiquant l'ordre du jour de la séance.

Le conseil d'administration ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. L'administrateur d'un collège déterminé ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une procuration donnée par un administrateur appartenant au même collège. L'administrateur motive son absence aux réunions du conseil d'administration. Trois absences non justifiées dans l'année entraînent la perte du mandat et le remplacement de l'administrateur par l'organisation qui l'a désigné.

Le vote intervient systématiquement à main levée.

Les administrateurs, ainsi que toute personne appelée à assister aux réunions du conseil d'administration, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et donnés comme telles par le président, le vice-président ou le directeur général.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

Les délibérations du conseil sont constatées par des procès-verbaux établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'article A 931-3-4 du Code de la Sécurité sociale et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression ou inversion de feuilles est interdite.

Le procès-verbal de la séance indique le nom des administrateurs présents, représentés, excusés ou absents. Il fait état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du conseil d'administration en vertu d'une disposition légale ou réglementaire et de la présence de tout autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion. Le procès-verbal est revêtu de la signature du président et du 1^{er} vice-président du conseil d'administration. En cas d'empêchement du président, le 1^{er} vice-président présidant le conseil d'administration, le procès-verbal est revêtu de la signature de ce dernier et de celle d'un administrateur appartenant à l'autre collège.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le président du conseil d'administration ou le 1^{er} vice-président ou, en cas d'empêchement, par tout administrateur.

Il est suffisamment justifié du nombre des administrateurs en exercice ainsi que de leur présence ou de leur représentation à une séance du conseil d'administration, par la production d'une copie ou d'un extrait de procès-verbal.

Article 9 Présidence et vice-présidence du conseil d'administration

Le conseil d'administration élit pour deux ans et en alternance dans chacun des deux collèges, un président et un premier vice-président.

Le président et le 1^{er} vice-président appartiennent nécessairement à des collèges différents.

Pour l'exercice des fonctions de président et de 1^{er} vice-président, la limite d'âge est fixée à 70 ans. Lorsque le président ou le 1^{er} vice-président atteignent cette limite d'âge, ils sont réputés être démissionnaires d'office.

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, nul ne peut exercer simultanément plus de trois mandats de président ou de 1^{er} vice-président du conseil d'administration d'une institution ou union d'institutions de prévoyance. Toute personne qui, lorsqu'elle accède à un nouveau mandat, se trouve en infraction avec ces dispositions, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, elle est réputée s'être démise de son nouveau mandat, sans que soit, de ce fait, remise en cause la validité des délibérations auxquelles elle a pris part.

Les modalités de prise de parole publique du président et du vice-président de l'Institution doivent respecter le principe du paritarisme lorsqu'ils s'expriment au nom du conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut, à tout moment, mettre un terme aux fonctions de président et de 1^{er} vice-président.

Le président, ou à défaut le 1^{er} vice-président :

- convoque le conseil d'administration et fixe l'ordre du jour ;
- assure la régularité du fonctionnement de l'Institution conformément aux statuts ;
- préside les réunions du conseil d'administration et signe tous les actes ou délibérations ;
- représente activement et passivement l'Institution en justice et dans les actes de la vie civile ;
- exécute ou fait exécuter toutes délibérations du conseil d'administration relatives aux actions juridictionnelles engagées par l'Institution ;
- donne avis aux commissaires aux comptes de toutes les conventions autorisées, dans un délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Article 10 Bureau

Le bureau paritaire de l'Institution est composé d'une part du président et du 1^{er} vice-président de l'Institution, membres de droit, et d'autre part de deux vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier, élus tous les deux ans par le conseil d'administration parmi ses membres.

Le bureau peut être complété par quatre membres du Conseil. Le président et le secrétaire ne peuvent appartenir au même collège.

Article 11 Directeur général

Nul ne peut exercer les fonctions de directeur général s'il est âgé de plus de 70 ans. Lorsque le directeur général atteint cette limite d'âge, il est réputé être démissionnaire d'office.

Tout candidat aux fonctions de directeur général de l'Institution doit faire connaître au Conseil d'administration les autres fonctions qu'il exerce à cette date afin que le conseil puisse apprécier leur compatibilité avec les fonctions de directeur général de l'Institution. Au cours de ses fonctions, le directeur général informe en tant que de besoin le conseil d'administration de tout autre fonction qui pourrait lui être confiée. Le Conseil statue dans un délai d'un mois sur la compatibilité de ces fonctions avec celles de directeur général de l'Institution.

Sans préjudice des délégations de pouvoirs que le directeur général reçoit du conseil d'administration, il entre dans ses attributions d'établir le projet de budget de gestion administrative, de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement des services, ainsi que pour l'application courante des règlements de l'Institution, d'exécuter les décisions relatives aux immobilisations et aux placements prises par le conseil d'administration, de liquider les ordres de recettes et d'ordonner les dépenses et d'effectuer les formalités légales ou réglementaires.

Les délégations de pouvoirs reçues du conseil d'administration par le directeur général sont établies pour une durée d'un an et sont renouvelables annuellement. Au moins une fois par an et avant tout renouvellement de chaque délégation, le directeur général rend compte au conseil des actions entreprises dans ce cadre.

Le directeur général peut déléguer ses pouvoirs à ses collaborateurs. Le conseil d'administration est obligatoirement informé de ces délégations, qui ne peuvent être générales.



COMMISSION PARITAIRE

Article 12 Composition et fonctionnement

La commission paritaire, qui comporte un nombre de membres égal à celui du conseil d'administration est composée selon la même répartition des organisations professionnelles et syndicales de salariés que ce dernier. Ses membres sont désignés, en dehors du conseil d'administration, par les organisations syndicales d'employeurs et de salariés visées à l'article 5.

Lorsqu'elle exerce les attributions visées au dernier alinéa de l'article 13, la commission paritaire est dénommée « commission paritaire extraordinaire » et ses décisions prennent la même forme que celle des accords qui ont institué les règlements de prévoyance. Dans tous les autres cas, elle est dénommée « commission paritaire ordinaire » et ses décisions prennent la forme de délibérations adoptées à la majorité des voix de chaque collègue.

Par délibération adoptée à la majorité des voix de chaque collègue, la commission paritaire établit un règlement intérieur pour préciser ses règles de fonctionnement interne. Elle indique au conseil d'administration de l'Institution les moyens dont elle souhaite disposer, en motivant la demande.

La commission paritaire ordinaire est réunie au moins une fois par an, dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai, à la demande motivée du conseil d'administration, par ordonnance du tribunal de grande instance statuant sur requête.

Pour la réunion de la commission paritaire ordinaire, l'Institution adresse à ses membres ou met à leur disposition, dans les conditions réglementaires en vigueur, les documents visés aux articles A.931-3-13 et suivants du code de la sécurité sociale. A compter de la communication de ces documents, tout membre de la commission paritaire a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le conseil d'administration est tenu de répondre au cours de la réunion de la commission paritaire.

Après lecture du rapport de gestion, présenté conformément aux prescriptions de l'article A.931-3-11 du code de la sécurité sociale, le conseil d'administration présente les comptes annuels de l'Institution. Les commissaires aux comptes relatent dans leur rapport l'accomplissement de leur mission.

Article 13 Attributions de la commission paritaire

Au moins une fois par an, elle approuve l'activité du conseil d'administration, elle porte un jugement global sur la qualité et l'efficacité de la gestion de l'Institution et elle délivre toute recommandation à cet égard.

La commission paritaire délibère et statue sur toutes les questions relatives aux comptes de l'exercice écoulé. Elle se prononce sur le rapport spécial établi par le commissaire aux comptes relativement aux conventions réglementées.

Elle désigne pour six exercices, conformément aux dispositions en vigueur, le ou les commissaires aux comptes de l'Institution.

La commission paritaire prend toutes décisions relatives à l'adhésion de l'Institution à toute association ou union d'institutions de prévoyance, ainsi qu'à son retrait de ces associations ou unions, après avis motivé du conseil d'administration dans un délai de 4 mois. Ces décisions ne pourront s'appliquer qu'après accord exprès de la commission paritaire nationale des services de l'automobile.

Elle détermine les conditions et modalités d'adhésion de l'Institution à tout organisme assurant la gestion commune des moyens nécessaires au fonctionnement des institutions paritaires de la branche professionnelle, après avis motivé du conseil d'administration dans un délai de 4 mois. Elle peut demander que les coûts afférents à cette adhésion lui soient communiqués.

Elle autorise, par délibération spéciale, les emprunts pour fonds de développement ainsi que les émissions, par l'Institution, des titres ou emprunts subordonnés.

Elle transmet annuellement à la Commission Paritaire Nationale des Services de l'Automobile tous documents et avis utiles en vue de lui faire apprécier l'opportunité ou la nécessité de procéder à un ajustement de l'annexe tarifaire du règlement de prévoyance obligatoire.

Elle alerte la Commission Paritaire Nationale visée ci-dessus, lorsqu'elle constate l'existence d'un risque sérieux susceptible d'affecter durablement l'équilibre financier de l'Institution, dès lors que les solutions envisagées pour réduire ce risque excèdent les attributions conférées à la commission paritaire par les présents statuts.

Les documents transmis par la commission paritaire de l'Institution à la commission paritaire nationale sont simultanément communiqués au conseil d'administration, pour information.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, la commission paritaire extraordinaire est seule habilitée à se prononcer sur la modification des statuts et règlements de l'Institution, le transfert de tout ou partie d'un portefeuille d'opérations, que l'Institution soit cédante ou cessionnaire, la fusion, la scission ou la dissolution de l'Institution. Ces décisions feront l'objet d'un accord formalisé de la commission paritaire nationale des services de l'automobile.

Une commission paritaire extraordinaire est réunie dans les deux mois qui suivent le dépôt de l'accord de branche quadriennal relatif à la composition du conseil d'administration de l'Institution, pour entériner la décision prise par les partenaires sociaux. À l'issue de cette réunion, les mandats des membres de la commission paritaire sont remis à la disposition des organisations qui les avaient désignés.

Les organisations représentées font connaître à l'Institution les noms des membres de la commission paritaire désignés pour la nouvelle mandature, au moins un mois avant la réunion de la commission paritaire ordinaire annuelle visée à l'article 12.

Article 14 Secrétariat de la commission paritaire

Un secrétaire de la Commission paritaire est élu au sein de l'un des collèges de la commission paritaire. Lors de la même séance, un secrétaire adjoint est élu au sein de l'autre collège. Ils sont élus pour la durée d'un an, avec permutation de ces deux fonctions selon le principe de l'alternance paritaire.

Le secrétaire est chargé de la convocation des membres de la Commission paritaire et de la rédaction du procès-verbal de ses réunions.

Le procès-verbal des délibérations de la Commission paritaire indique la date et le lieu de la réunion et comporte la liste des membres présents ainsi que les documents et rapports présentés, le compte rendu ou un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. Le procès-verbal de la Commission paritaire est signé par au moins un membre d'une organisation syndicale d'employeurs et un membre d'une organisation syndicale de salariés. Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial coté et paraphé tenu au siège social, ou établis sur des feuilles mobiles dans les conditions requises par les textes en vigueur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de la Commission paritaire sont valablement certifiés soit par le président ou le 1^{er} vice-président, soit par deux administrateurs choisis dans l'un et l'autre des collèges.

Article 15 Recettes et dépenses

Les exercices courent du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Les recettes de l'exercice comprennent :

- les cotisations afférentes à l'exercice dues par les membres adhérents et les participants ;
- les intérêts ou revenus de fonds, valeurs ou autres biens possédés par l'Institution ;
- toutes autres ressources non interdites par la loi.


Les dépenses de l'exercice comprennent :

- les prestations versées aux participants ou aux adhérents ;
- les sommes versées dans le cadre de l'action sociale ;
- les dotations aux provisions, réserves légales et réglementaires ;
- les frais de gestion et d'administration.

Article 16 Commissaires aux comptes

Le ou les commissaires aux comptes de l'Institution exercent leurs fonctions conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et notamment celles des articles R. 931-3-52 à R. 931-3-64 du Code de la Sécurité sociale.

Les commissaires aux comptes sont convoqués à toute Commission paritaire au plus tard lors de la convocation des membres de celle-ci. Ils sont convoqués, s'il y a lieu, à une réunion du conseil d'administration en même temps que les administrateurs eux-mêmes. La convocation des commissaires aux comptes est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.



Les commissaires aux comptes ne peuvent convoquer les membres de la Commission paritaire qu'après avoir vainement requis leur convocation du secrétaire de celle-ci par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les commissaires aux comptes certifient les comptes de l'Institution dans les conditions prévues par les articles A 931-3-32 et suivants du Code de la Sécurité sociale.

FUSION-SCISSION- DISSOLUTION

Article 17 Fusion et scission

Les opérations de fusion et de scission sont réalisées dans les conditions définies par les textes en vigueur et notamment par les articles R. 931-4-3 à R. 931-4-6 du Code de la Sécurité sociale.

Un ou plusieurs commissaires à la fusion ou à la scission, désignés par le président du tribunal de grande instance sur requête conjointe des institutions ou unions concernées, établissent sous leur responsabilité un rapport écrit sur les modalités de fusion ou de scission.

Dès lors que l'Institution participe à une opération de fusion ou de scission, elle doit mettre à la disposition de ses membres participants et adhérents, au siège social, un mois au moins avant la date de la réunion de la Commission paritaire, les documents énumérés à l'article A. 931-4-5 du Code de la Sécurité sociale.

Article 18 Dissolution

Hormis les cas de fusion ou de scission, l'Institution est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit. Sa dénomination sociale est alors suivie de la mention « Institution de prévoyance en liquidation ».

La personnalité morale de l'Institution subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci.



DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 Règlement intérieur

Le conseil d'administration peut établir un règlement intérieur pour le fonctionnement du conseil d'administration.

Le règlement intérieur fixe notamment un mécanisme de prévention des conflits et les cas d'incompatibilité et/ou d'exigence de déclaration (demande de remplacement, abstention sur certains débats, etc.), il prévoit que la liste des mandats soit complétée par un recueil des « déclarations d'intérêts », mis à jour annuellement, qui a pour objet de recenser les autres fonctions, responsabilités, activités exercées par chaque administrateur et potentiellement susceptibles de créer une situation de conflits d'intérêts avec ses fonctions.

Le règlement intérieur établit les modalités de l'évaluation annuelle des travaux du conseil d'administration prévue par les textes en vigueur.



**RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DE LA COMMISSION PARITAIRE
d'IRP AUTO Prévoyance-Santé**

*(Approuvé par la Commission
Paritaire de l'IPSA du 12 juin 2006)*

Article 1^{er} Réunions de la Commission paritaire

La Commission paritaire ordinaire se réunit au moins une fois par quadrimestre. Les attributions visées aux deux premiers alinéas de l'article 13 des statuts s'exercent lors de la réunion du 2^{ème} quadrimestre. Celle-ci dénommée « commission paritaire annuelle », doit se tenir en mai ou en juin. Cette échéance de fin juin ne peut être dépassée qu'à la demande motivée du Conseil d'administration, validée par ordonnance du tribunal de grande instance statuant sur requête.

Outre les membres de la commission paritaire et le ou les commissaires aux comptes, qui sont convoqués dans tous les cas, et sous réserve des dispositions particulières prévues par l'article 3, peuvent être invités sur accord conjoint du Secrétaire et du Secrétaire-adjoint :

- Le président et le vice-président du conseil d'administration
- Le directeur général de l'institution
- Tout expert ou conseiller technique dont l'avis a été sollicité par la commission.

Article 2 Convocations

La convocation est adressée aux membres de la commission, à la diligence du Secrétaire au moins 15 jours avant la date fixée ou confirmée lors de la réunion précédente. Elle est accompagnée de l'ordre du jour établi d'un commun accord par le Secrétaire et le Secrétaire-adjoint. Ils recevront les demandes exprimées par écrit par les membres depuis la dernière réunion, tout refus d'inscription devant être expliqué par le Secrétaire en début de séance. Une réunion non programmée peut être décidée par accord entre Secrétaire et Secrétaire-adjoint en cas d'urgence. Dans ce cas la convocation est adressée un mois à l'avance accompagnée de l'ordre du jour.

Lorsque les circonstances le justifient et après avoir vainement requis à cet effet le Secrétaire par lettre recommandée avec avis de réception, le ou les commissaires aux comptes peuvent convoquer la commission paritaire à la diligence du directeur général.

Article 3 Commission paritaire annuelle

L'ordre du jour de la commission paritaire annuelle, convoquée conformément aux dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus, comporte l'examen du rapport de gestion, celui des comptes annuels, et l'audition des rapports du commissaire aux comptes.

Il comporte également, le cas échéant, les réponses du représentant du conseil d'administration aux questions posées par les membres de la commission paritaire conformément aux dispositions de l'article R931-3-33 du code de la Sécurité Sociale.

À cette réunion sont obligatoirement convoqués, outre les membres de la commission :

- Le ou les commissaires aux comptes par lettre recommandée avec avis de réception.
- Le président et le vice-président du conseil d'administration.
- Le directeur général.
- Tout expert ou conseiller technique dont l'avis a été sollicité par la commission.

Le rapport de gestion du conseil d'administration doit exposer de manière claire et précise la situation de l'institution et son activité au cours de l'année écoulée, les résultats de cette activité, les conditions dans lesquelles elle garantit les engagements qu'elle prend vis-à-vis des membres participants, bénéficiaires et ayant droit, les progrès réalisés, les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible et les perspectives d'avenir. En vue de permettre à la commission paritaire annuelle de se prononcer en connais-

sance de cause, le directeur général assure l'information de chacun des membres dans les conditions et délais fixés par les articles A 931-3-13 et 931-3-16 du code de la Sécurité Sociale.

Article 4 **Secrétariat de la commission paritaire**

Le Secrétaire et le Secrétaire adjoint de la commission paritaire, visés à l'article 14 des statuts, sont élus par les collèges dont ils sont respectivement issus, le vote étant organisé à la fin de la réunion paritaire annuelle.

Les candidatures peuvent être présentées lors de la réunion au cours de laquelle le renouvellement paritaire doit intervenir. Il est procédé au vote selon les modalités indiquées à l'article 5.

Le Secrétaire est chargé de la convocation des membres de la commission paritaire et de la rédaction du procès-verbal des réunions, conformément aux statuts de l'Institution. Il préside les réunions de la commission paritaire en s'assurant du respect des dispositions du présent règlement intérieur. Il est assisté dans ses fonctions par le Secrétaire adjoint, qui le remplace en cas d'empêchement momentané.

Article 5 **Votes**

En cas d'empêchement d'un membre de la commission paritaire régulièrement convoqué, celui-ci peut remettre un pouvoir à un membre présent appartenant au même collège. Aucun membre ne peut être porteur de plus d'un pouvoir. Pour être admis, le pouvoir doit être remis à l'ouverture de la réunion au président de séance, qui en informe aussitôt les membres présents de chacun des 2 collèges.

Une délibération de la commission paritaire pour être adoptée doit être votée par la majorité des membres présents et représentés de chacun des

2 collègues. Le scrutin s'effectue à bulletins secrets dès lors qu'un membre de la commission en fait la demande.

Article 6 Procès-verbaux

Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire. Ils indiquent la date et le lieu de la réunion, dresse la liste des membres présents et représentés, mentionnent les documents et rapports présentés, comportent le compte-rendu ou un résumé des débats, reproduisent le texte des délibérations mises aux voix et le résultat des votes.

Ils sont signés par le Secrétaire et le Secrétaire adjoint, ou en cas d'empêchement, par au moins un membre d'une organisation professionnelle et au moins un membre d'une organisation syndicale de salariés. Les procès-verbaux sont établis sur un registre spécial côté et paraphé, conservé au siège de l'Institution.

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



Siège Social 39, avenue d'Iéna - CS 21687 - 75202 PARIS CEDEX 16

www.irp-auto.com